

Jodla 18/04/12

Centres de santé et populations isolées : vers la fin de l'indifférence et du non-dit ?

L'habitude était prise depuis si longtemps qu'on croyait l'affaire sous contrôle. La médiocrité des soins apportés aux populations isolées du haut-Maroni semblait faire l'objet d'un consensus mou, bien confortable, et qui pouvait durer. Le coup de gueule de l'infirmier de Taluen, François Groud (jodlas des 08/04 et 10/04 et Guyaweb du 16/04 : [Au chevet des centres de santé](#)), sévèrement sanctionné par sa direction, pourrait bien amener les autorités à revoir leur copie, ou même à manger leur chapeau. Car cet homme courageux qui défend ses valeurs républicaines, reçoit de nombreux soutiens, des équipes soignantes sur place, mais aussi des témoignages plus inattendus et sans aucun doute embarrassants pour ceux qui tentent encore de nous faire croire que la santé des populations serait au centre de leurs préoccupations.

Une pétition circule actuellement sur le haut-Maroni, lancée par les habitants du village de Twenke-Taluén :
Nous, habitants du village de Twenke-Taluwen, interpellons la direction de l'hôpital sur l'arrêt des travaux du centre de santé depuis le 21 janvier 2012, alors que celui-ci ne garantit pas la sécurité des habitants et du personnel soignant. De plus, nous apportons notre soutien à M. François Groud, infirmier nommé au poste de santé suite à l'article qu'il a écrit et qui est paru dans la presse guyanaise. Nous demandons qu'il soit maintenu à son poste.

« Il faut souvent soulever les montagnes pour obtenir que des personnes responsables bougent le petit doigt », rappelle Claudine Jacquet, observatrice au sein de l'ONU sur le Droit à la Santé, présente sur le site de Taluen fin 2011. Suite à l'"affaire François Groud", elle est intervenue directement auprès du ministre de la santé, en lui rappelant, entre autres, que du fait du « *taux de mercurisation au sein de ces peuples du Haut-Maroni et du peu d'efficacité des opérations de surveillance et d'intervention mises en place par l'Etat français, l'absence de présence médicale pour ces populations laisse bien à désirer* » et que « *l'Etat français a signé différents accords régionaux et internationaux en vue de réaliser l'accès à la santé pour tous, même aux plus démunis.* »

La Ligue des Droits de l'Homme, section de Cayenne a également exprimé sa solidarité :

« La LDH section de Cayenne, assure François GROUD, l'infirmier de Taluen, de tout son soutien: Cet infirmier a été prié de quitter son poste après avoir dénoncé publiquement les conditions matérielles indignes et dangereuses du centre de santé de Taluen, promis depuis 4 ans par différents ministres aux populations amérindiennes, toujours inachevé malgré le gaspillage de fonds publics pour une tentative de le rendre présentable lors de la venue du candidat-président, et cependant en fonctionnement.

Ce procédé rappelle d'autres temps et d'autres lieux et ne laisse rien augurer de bon de l'avenir de la liberté d'expression en Guyane.

La LDH demande aux pouvoirs publics quand ils cesseront de se moquer de notre population en lui refusant l'accès minimum aux droits les plus élémentaires et de la bernier à coups de promesses médiatiques, et exige la levée de toute sanction envers François GROUD.»

Dernier soutien en date : André Cognat, par courrier à en-tête de l'Association YEPE pour la sauvegarde des intérêts des Amérindiens (Antecume-Pata) :

INDIGNE ET TRES EN COLERE

Après la visite, très médiatisée évidemment, du Président de la république, le village Taluen a retrouvé son calme. Les nombreux canots lourdement chargés de matériaux et matériels divers et l'effervescence d'ouvriers et personnels multiples en vue de terminer la construction d'un poste de santé (avec logement) ne sont plus qu'un lointain souvenir...

Et pourtant, malgré cette débauche d'énergie pendant environ trois semaines, le dispensaire attend encore toutes ses finitions. Personne, hormis le personnel de santé du secteur de Maripasoula, ne semble s'en inquiéter.

Il faut donc savoir que le groupe électrogène, (venu par hélicoptère) est installé directement contre le mur du poste de santé (ainsi qu'une réserve importante de gas-oil) provoquant des fumées très toxiques qui pénètrent à l'intérieur du bâtiment au détriment des agents et des patients. Que deviennent les normes de sécurité devant une telle hérésie ??? Il y a quelques années un drame - encore dans de nombreuses mémoires - a provoqué la mort de plusieurs personnes, en pays Boni, à cause justement de ce genre de fumées toxiques extrêmement dangereuses.

Autres inepties avec : l'installation d'une climatisation ne pouvant pas fonctionner, l'ouverture d'un poste de santé sans oxygène et sans pharmacie, du matériel divers - dont des panneaux solaires - abandonné sous le

bâtiment et faisant la joie des insectes. Par ailleurs, l'infirmier est obligé d'escalader une échelle pour accéder à son logement, de colmater, tant bien que mal, les cloisons inachevées laissant pénétrer des chauves-souris et de la pluie. Oui, je parle bien du village Taluen, situé en Guyane française, et non pas d'un pays déshérité du tiers-monde...

François, l'infirmier qui a travaillé un certain temps à Antecume pata, a voulu partager son inquiétude en décrivant la situation sans ambiguïté mais sans exagération. Le résultat est arrivé très vite : il vient d'être « virer » (c'est le bon terme) de son poste.

Alors là, messieurs les censeurs, laissez-moi vous crier tout mon écœurement et toute ma révolte devant autant de bassesse. Je suis proprement outré, scandalisé, indigné et très en colère devant votre façon de « régler un problème ».

Comme le dit, depuis un certain temps, Stéphane HESSEL, un ancien diplomate remarquable et fortement médiatisé : « INDIGNEZ-VOUS », j'ai vraiment envie également de faire part de mon indignation. Oui, je suis indigné, de constater que le poste de santé de Taluen n'a connu une accélération des travaux que pour la venue en campagne du Président, afin de satisfaire la gloriole de certaines personnes et non pas, surtout, pour permettre rapidement l'accès aux soins des populations Amérindiennes. Je suis indigné de constater que malgré la promesse de Madame Bachelot de débloquer des fonds et de construire très vite ce nouveau poste de santé, en remplacement du petit dispensaire (du village Twenké) fermé en raison de son état de délabrement, rien n'a été fait dans des délais raisonnables. Je suis indigné de constater les coûts, importants, pour cette gesticulation (déplacement du directeur en hélico notamment) pas très efficace. Je suis indigné parce que, une fois de plus, les populations du fleuve semblent ne pas compter parmi les priorités. Je suis indigné, enfin, parce que je n'accepte toujours pas toutes les inégalités.

Pour terminer, je veux dire à François qu'il peut compter sur mon soutien et mon amitié car j'ai de l'estime pour son professionnalisme et son sens des valeurs humaines.

André Cognat.

Avis aux lecteurs de blada : vous pouvez vous manifester dans la [rubrique "Parlons santé"](#) du courrier des lecteurs.

-
-

0

« Jodla suivant »

Jodla précédent »